

La sécheresse menace-t-elle la sécurité alimentaire?

Par **Thierry Denoël**

Les agriculteurs doivent de plus en plus s'adapter aux affres du climat. Les rendements des récoltes sont menacés. Une «volonté politique forte» est attendue.

L'été 2026 est en passe de devenir le plus chaud jamais observé. Un de plus... Avec des conséquences désormais connues: une canicule particulièrement meurtrière sur le plan humain et une période de sécheresse intense qui fragilise les sols, les cultures et les animaux d'élevage pour lesquels on a aussi enregistré une substantielle surmortalité à cause des fortes chaleurs. Ordinairement dépendants des caprices du ciel, les agriculteurs doivent faire face, depuis plusieurs années, aux phénomènes extrêmes à répétition dus au dérèglement climatique. Et ils n'ont pas la mémoire météorologique courte, n'oubliant pas les années 2023 et 2024 particulièrement pluvieuses (avec d'autres conséquences préjudiciables pour leurs récoltes) ni celles de 2020 et 2022, avec leurs épisodes de chaleur et de sécheresse.

Pas étonnant qu'après la rentabilité de leur exploitation, c'est le risque climatique (sécheresse en tête) qui, selon les sondages, les préoccupe le plus. Les deux sont d'ailleurs liés. La sécheresse de 2026 fera-t-elle des dégâts? «A la foire agricole de Libramont fin juillet, beaucoup de mes confrères semblaient dire qu'on allait assumer celle-ci, témoigne Hugues Falys, éleveur à Bois-de-Lessines et administrateur à la FUGEA, qui défend une agriculture durable. Elle est arrivée assez tard après un printemps plutôt bien arrosé. Mais si elle perdure jusqu'à l'automne, alors cela risque d'être grave.» Le phénomène météorologique Super El Niño sévira jusqu'en Europe encore de longs mois, avec des conséquences imprévisibles... Globalement, les épisodes très secs, longs et à répétition, sont une épée de Damoclès au-dessus de la tête des fermiers.

«C'est une évidence, l'alimentation hydrique est essentielle pour les plantes, rappelle Sébastien Dandrifosse, expert en agrométéorologie au Centre de recherche wallon pour l'agriculture (CRA-W). Mais, selon le type de culture, elles sont plus ou moins sensibles au manque d'eau. Celles qui viennent ...





... d'être semées, plantées ou qui ont des racines peu profondes seront plus vulnérables. Si la sécheresse a lieu au stade de la floraison, cela empêche le fruit ou le grain de se développer. On parle de "stade sensible". Pour prendre des cultures phares chez nous, le maïs est assez résistant, sauf s'il manque d'eau trop longtemps, pendant un mois par exemple. La pomme de terre a davantage besoin d'eau et peut donc plus souffrir. Les céréales ont de longues racines et leur cycle de formation se déroule au printemps lorsqu'elles bénéficient des pluies qui ont regorgé les nappes phréatiques au cours de l'hiver.»

La sécheresse perturbe aussi le calendrier des cultures. Les habitants des zones rurales et les promeneurs champêtres l'auront constaté par eux-mêmes. Les moissonneuses-batteuses envahissent les champs de plus en plus tôt dans la saison. «Quand j'étais gamin, les moissons, c'était après le 15 août, observe le tout juste trentenaire Florian Poncelet, président de la Fédération des jeunes agriculteurs (FJA). Cette année, elles étaient terminées avant même la foire de Libramont qui était agendée tôt cet été... Quand ça pousse trop vite, ce n'est pas bon pour la maturation et, donc, pour le grain. Les rendements sont moindres.» Ils sont d'ailleurs déjà revus à la baisse pour cette année, de 10% à 30% dans certaines régions, selon la nature des sols. Et les prévisions pour les années à venir ne s'annoncent pas très rassurantes.

Des dizaines de millions de pertes

Par ailleurs, les hivers sont plus chauds aussi. «Si le gel n'est pas assez fort et long, cela permet à des insectes, comme certains pucerons, de survivre autrement que dans des œufs et de reprendre leur cycle plus vite au printemps en s'attaquant aux plantes plus tôt», s'alarme Sébastien Dandrifosse. Le jeune Centre d'analyse des risques du changement climatique (CERAC), qui dépend du SPF Santé publique et Environnement, a déjà prévenu qu'avec les aléas climatiques, «le rendement des récoltes, comme celui des pommes de terre et du maïs, risquait de s'effondrer» et qu'«à l'avenir, les pertes annuelles pourraient atteindre plusieurs dizaines de millions d'euros». Et de souligner que le système alimentaire belge est d'ores et déjà fragilisé, notamment à cause de la dégradation des écosystèmes des sols.



Les ministres compétents MR (ici, David Clarinval) et Les Engagés ne sont pas sur la même longueur d'onde.

En Belgique, plus de la moitié de la surface agricole utilisée est dédiée à l'alimentation animale.

Pour le CERAC, les solutions existent: agro-écologie, diversification des cultures, restauration des sols... Mais celles-ci, ajoute le centre public, «nécessitent une volonté politique forte».

En Wallonie, l'agroécologie est prônée, depuis de nombreuses années, entre autres par l'équipe de recherche Sytra de l'UCLouvain ou par la FUGEA. A ne pas confondre avec l'agriculture biologique, l'agroécologie est une méthode de production agricole qui protège les sols, s'appuie sur la biodiversité et réduit l'usage de produits chimiques. Prêtant parfois autrefois à sourire dans le milieu, l'idée fait aujourd'hui son chemin. «Couvrir les sols entre une récolte et le semis, moins labourer la terre, réduire les phytos constituent une tendance de plus en plus lourde, estime Guillaume Lobet, professeur d'agronomie à l'UCLouvain. Ces pratiques se généralisent, sans vraiment dire leur nom, sans référence à la théorie. La base du métier d'agriculteur, c'est la terre, l'humus, ce qui ne faisait ou ne fait pas partie des vues de l'agriculture industrielle intensive, pour qui le sol n'est pas une entité vivante.»

Signe des temps: la «couverture longue de sol» par des résidus de récolte ou une végétation intermédiaire (la moutarde blanche, le trèfle, la phacélie...), pour ne pas laisser la terre à nu et la fertiliser, fait désormais partie des aides de la politique agricole européenne (PAC). De manière générale, avec le dérèglement climatique, les convictions se sont forgées ou renforcées: un sol en bonne santé, plus poreux, riche en humus, pourra à la fois conserver plus d'eau et mieux absorber les précipitations exceptionnelles responsables, par les coulées de boues qu'elles entraînent, de phénomènes d'érosion. Or, l'érosion est désastreuse pour l'agriculture. «On a la chance en Wallonie d'avoir les meilleurs sols agricoles du monde, profonds et limoneux, souligne Sébastien Dandrifosse. Mais on en perd à chaque coulée de boue. Et la terre ne se régénère pas facilement en limon.»

Plus résistants aux agresseurs

Ce qu'on appelle aussi «l'agriculture de conservation des sols», un concept officialisé en 2001 par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, met, par ailleurs, en avant la diversification des cultures, qui consiste à cultiver plusieurs variétés sur une même

exploitation ou au sein d'une même parcelle. L'un de ses principes est la rotation, soit la succession de cultures différentes au fil des années. Cela les rend plus résistantes aux maladies et aux agresseurs (virus, champignons, insectes) qui ne sont pas les mêmes d'une plante à l'autre (pour le blé et l'orge, par exemple) et ne s'adaptent donc pas au changement. Si la diversification est bénéfique d'un point de vue agrobiologique, elle peut l'être aussi pour les revenus des agriculteurs, qui évitent ainsi de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

«Le problème en Wallonie, c'est le manque de filières commerciales, regrette le Pr. Lobet. Celles-ci sont bien développées pour les principales cultures, maïs, betteraves, patates, froment. En revanche, l'agriculteur qui veut se lancer dans le chanvre ou le sarrasin, qui sont des *must* agronomiques, aura du mal à écouler sa production ou à la vendre à un prix intéressant.» A Libramont, le pavillon TomorrowFoodMarket était notamment consacré à cette problématique. Les filières dépendent des acteurs économiques, mais aussi des incitants donnés par les pouvoirs publics. Il existe des financements, via Wagralim par exemple, le pôle agroalimentaire wallon. Mais ils s'avèrent insuffisants.

Mieux structurer les filières et les débouchés ne pourra se faire sans les politiques. D'autant qu'à terme, ceux-ci auront un autre grand défi à relever: avec les changements climatiques, comme l'a souligné le CERAC, les rendements chuteront inévitablement. Il y aura de la casse. Cela menacerait a priori la sécurité alimentaire. On sait cependant que celle-ci pourra être assurée, même avec des rendements en baisse. Mais, pour cela, il faudra poser des questions qui fâchent, en particulier celle de la diminution du poids de l'élevage, et de la part des terres arables consacrées à l'alimentation animale. En Belgique, selon Statbel, plus de la moitié de la surface agricole utilisée (SAU) est dédiée à l'alimentation des vaches, veaux, porcs, volailles... Contre environ 30% de prairies permanentes et 20% de fourrage.

Le nez dans le guidon

«La question est pertinente, reconnaît Florian Poncelet, lui-même éleveur de Blanc Bleu Belge. Mais les agriculteurs

n'ont pas vraiment les clés pour y répondre. Un exemple: si j'implante de l'orge brassicole, je ne sais pas d'avance où ira ma production. Si le taux de protéine n'est pas suffisant, les brasseries n'en voudront pas. Elle sera alors déclassée et servira à nourrir des bêtes, ce qui est un débouché intéressant tout de même. Et puis, il y a tous ces hectares de cultures pour les biocarburants aussi, qui ne sont pas destinés à l'alimentation ni humaine ni animale. Mais le problème, c'est qu'on ne sait pas ce que ça représente en Belgique. On ne dispose d'aucun chiffre.» Pour le président de la FJA, les pouvoirs publics ont le devoir de penser à l'agriculture à long terme, bien au-delà du fonds des calamités agricoles, même s'il reconnaît qu'avec des leviers à différents niveaux de pouvoir, européen, national, régional, ce n'est pas simple. «Les agriculteurs, eux, font ce qu'ils peuvent, mais ils doivent affronter d'autres enjeux quotidiens que celui du changement climatique, ajoute-t-il. C'est la hausse des prix, des carburants, la cotation en Bourse des céréales... On a le nez collé dans le guidon.»

Hugues Falys reconnaît aussi qu'il faudrait davantage d'encadrement. «Les politiques peuvent avoir une sérieuse incidence, appuie-t-il. L'éco-régime de la dernière PAC sur la couverture hivernale des sols en est un bon exemple. Mais ces derniers temps, on a assisté à de sérieux reculs court-termistes, pour répondre aux exigences de certains syndicats et de l'agro-industrie. A Libramont, les politiques présents se disaient très conscients des enjeux liés au climat. La différence était tout de même flagrante entre le discours volontariste des Engagés et celui techno-

solutionniste des ministres MR. Yves Coppieters (NDLR: *ministre wallon Les Engagés de la Santé et de l'Environnement*) nous confiait vouloir mettre des réglementations en place mais être coincé par ses partenaires de majorité... On peut faire le même constat à l'échelon européen où les rétropédalages sur les questions environnementales ont été nombreux.»

Les solutions pour l'agriculture sont globalement connues, voire reconnues. Bien sûr, la recherche reste primordiale, comme les études actuelles du CRA-W sur le sorgho parmi de nouvelles espèces plus résilientes aux étés secs. «Mais la clé désormais, c'est la transmission, pour implémenter les solutions sur le terrain, affirme Guillaume Lobet. Beaucoup de concepts ont été bien intégrés. On ne doit pas les réexpliquer chaque fois qu'on en parle. C'est toutefois difficile de changer tout seul dans son coin. Il existe des conseillers indépendants en Wallonie qui peuvent accompagner de manière très concrète, individuelle et graduelle les agriculteurs dans la transition qu'ils choisissent. Je pense à des associations comme Regenacterre, Greenotec, Farm for Good...»

Ce sont des structures de conseil indépendantes de toute firme commerciale, phytos et autres. Elles sont souvent composées d'agriculteurs et assurent un vrai suivi concret pour toutes les formes d'évolution. «Ces associations sont subventionnées, mais il faudrait leur accorder un soutien bien plus important pour qu'elles puissent agir à plus grande échelle», ajoute le professeur de l'UCLouvain. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre: il est urgent que tous les politiques ouvrent enfin les yeux. ●



Le maïs est gourmand en eau, surtout entre mi-juillet et mi-août.